



HAL
open science

La fin de la tripartition ? : Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan

Florent Gougou, Simon Labouret

► **To cite this version:**

Florent Gougou, Simon Labouret. La fin de la tripartition ? : Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan. *Revue Française de Science Politique*, 2013, 63 (2), pp.279-302. 10.3917/rfsp.632.0279 . hal-02405399

HAL Id: hal-02405399

<https://sciencespo.hal.science/hal-02405399>

Submitted on 11 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA FIN

DE LA TRIPARTITION ?

LES RECOMPOSITIONS DE LA DROITE
ET LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME PARTISAN

Florent Gougou et Simon Labouret

Introduction

La France et le changement des systèmes partisans en Europe occidentale

Le développement des partis écologistes et des partis de droite radicale anti-immigrés depuis la fin des années 1960 a profondément restructuré les systèmes de partis nationaux en Europe de l'Ouest. Qu'ils soient analysés comme un produit de la mutation culturelle induite par la progression des valeurs postmatérialistes¹ ou comme un produit des transformations provoquées par la révolution postindustrielle et la mondialisation², ces nouveaux partis ont contribué à la redéfinition du principal axe de conflit partisan : traditionnellement dominée par le clivage de classe et le clivage religieux, l'opposition gauche/droite a été remodelée par l'émergence d'une nouvelle ligne de fracture entre une gauche culturellement libérale et une droite autoritaire et ethnocentriste³.

Dans ce cadre, la France a constitué, à partir des années 1980, un cas emblématique de reconfiguration générale d'un système partisan par la percée d'une nouvelle force d'extrême droite⁴. L'irruption à l'agenda des enjeux de l'immigration et de l'insécurité a transformé la dimension culturelle de la compétition politique, jusque-là essentiellement façonnée par le clivage religieux, et abouti à la formation d'un nouveau système partisan caractérisé par une *tripartition* entre un bloc de gauche, un bloc de droite modérée et un bloc d'extrême droite.

La droite au cœur des mutations du système partisan français depuis 2007

Alors qu'elle s'était confirmée tout au long des présidences de François Mitterrand et de Jacques Chirac, la tripartition du système partisan français a connu une brutale remise en cause lors des élections présidentielle et législatives de 2007 suite à l'effondrement du Front

1. Ronald Inglehart, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977 ; Piero Ignazi, « The Silent Counter-Revolution. Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties in Europe », *European Journal of Political Research*, 22 (1), 1992, p. 3-34.

2. Hanspeter Kriesi, « The Transformation of Cleavage Politics. The 1997 Stein Rokkan Lecture », *European Journal of Political Research*, 33 (2), 1998, p. 165-185 ; Hanspeter Kriesi *et al.*, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

3. Herbert Kitschelt, en collaboration avec Anthony J. McGann, *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.

4. Simon Bornschier, « France : The Model Case of Party System Transformation », dans H. Kriesi *et al.*, *West European Politics...*, *op. cit.*, p. 77-104 ; Simon Bornschier, Romain Lachat, « The Evolution of the French Political Space and Party System », *West European Politics*, 32 (2), 2009, p. 360-383.

national. Conséquence de la stratégie de conquête de l'électorat Le Pen impulsée par Nicolas Sarkozy, la constitution d'un vaste bloc électoral réunifiant l'essentiel de la droite modérée et de l'extrême droite autour d'un seul candidat et d'un seul parti a rompu avec plus de deux décennies de développement et d'enracinement du Front national, tout en ouvrant la voie à une autonomisation inédite du centre derrière François Bayrou.

Au-delà des analyses insistant sur le succès de l'entreprise sarkozyste¹, qui a permis à la droite gouvernementale de conserver le pouvoir et d'éviter la répétition du vote sanction qui avait dominé les élections intermédiaires de 2004², deux grandes interprétations ont été avancées pour comprendre les évolutions électorales et partisans de la droite française. La première prolonge la thèse de G. Grunberg et F. Haegel sur la tendance du système partisan français au bipartisme³ et suggère que les élections de 2007 ont renforcé cette tendance avec l'hégémonie accrue de l'UMP sur l'ensemble de la droite⁴. La seconde s'inscrit dans le cadre de la théorie des réalignements⁵ et estime que les élections de 2007 ont provoqué la chute de l'ordre électoral en place depuis les élections européennes de 1984⁶, avec la droite comme épice centre d'une reconfiguration générale des structures de la compétition politique.

Depuis les élections de 2007, l'attraction spectaculaire exercée par Nicolas Sarkozy et l'UMP sur les sympathisants d'extrême droite s'est progressivement étioyée dans un contexte d'impopularité du pouvoir et d'amplification de la crise économique et financière. De fait, le redressement du Front national, qui s'est concrétisé par le résultat élevé de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012, interroge sur la nature des recompositions à l'œuvre au sein de la droite française. De manière plus précise, les résultats des élections de 2012 posent la question d'un éventuel rétablissement de la tripartition qui prévalait avant les élections de 2007, une tripartition qui renvoyait à la fois à la présence d'un FN fort mais isolé à l'extrême droite du champ partisan, et à la spécificité de l'électorat de l'extrême droite, très polarisé sur l'enjeu immigration et peu attiré par le vote en faveur de la droite modérée.

L'objectif de cet article est de montrer que le retour en force du FN ne coïncide pas avec un rétablissement de la fracture électorale entre la droite modérée et l'extrême droite qui était en place avant la rupture de 2007. Face à la thèse d'un « retour » à l'ordre ancien, nous posons l'idée que la radicalisation idéologique de l'UMP⁷ et la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012, encore plus centrée qu'en 2007 sur l'immigration et l'identité nationale, ont renforcé le processus de rapprochement entre les noyaux électoraux de l'UMP et du FN. De la

1. Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin-août 2007, p. 429-445.

2. Jean-Luc Parodi, « Les élections "intermédiaires" du printemps 2004 : entre structure et événement », *Revue française de science politique*, 54 (4), août 2004, p. 533-543.

3. Florence Haegel, Gérard Grunberg, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

4. Gérard Grunberg, « Vers un espace politique bipartisan ? », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote de rupture. Les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 253-270 ; Florence Haegel, Gérard Grunberg, « Le bipartisme imparfait en France et en Europe », *Revue internationale de politique comparée*, 14 (2), 2007, p. 325-339.

5. Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

6. Pierre Martin, « Les scrutins de 2007 comme "moment de rupture" dans la vie politique française », *Revue politique et parlementaire*, 1044, 2007, p. 167-175.

7. Florence Haegel, *Les droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012. Pour une argumentation similaire, insistant sur la droitisation de l'UMP plutôt que sur la droitisation de l'électorat, voir Étienne Schweisguth, « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin-août 2007, p. 393-410.

sorte, loin de ranimer la tripartition, les élections du printemps 2012 auraient prolongé la phase de réaligement et de désordre électoral ouverte depuis 2007, phase dont l'issue encore incertaine pourrait recouper une logique de « guerre culturelle », avec un bloc de droite radicalisé et uni par son rejet de l'immigration, sa peur de l'islam, son attachement à l'identité nationale et son adhésion à un discours répressif contre la délinquance.

Données et méthodes

D'un point de vue empirique, la démonstration s'appuie sur l'utilisation conjointe des résultats effectifs des élections et de données d'enquête par sondage. Elle fait ainsi le pari du pluralisme, dans une logique d'accumulation des preuves. Les résultats agrégés des élections proviennent des fichiers du ministère de l'Intérieur pour la période postérieure à 1993, et des fichiers de l'ancienne Banque de données sociopolitiques de Grenoble (Bdsp) pour la période antérieure à 1993. Parmi ces fichiers, certains ont été profondément remaniés afin de pouvoir mieux rendre compte de l'offre électorale : pour les références précises des données utilisées et pour une discussion des principaux choix méthodologiques effectués, on peut se reporter à l'annexe 1. S'agissant des données de sondage, les analyses reposent sur les enquêtes postélectorales universitaires réalisées à l'occasion des élections présidentielles depuis 1988 : les enquêtes Cevipof pour la période 1988-2007 et l'enquête électorale française conduite par N. Sauger et le réseau TriElec pour 2012. Pour une description complète des données, on peut consulter l'annexe 2.

La réflexion est organisée en quatre temps. La première partie présente les origines, les fondements et les principales caractéristiques de la notion de tripartition dans la vie politique française. La seconde partie se focalise sur le changement des rapports de force au sein de la droite et analyse les évolutions du niveau des forces politiques de 2007 à 2012. La troisième partie étudie les mutations de la géographie électorale de la droite et du centre et associe ces évolutions de structure à la macro-géographie de l'immigration. La quatrième partie, enfin, s'intéresse à la concurrence accrue entre la droite modérée et l'extrême droite sur l'électorat le plus hostile à l'immigration, et démontre le rapprochement des logiques de vote en faveur de l'UMP et du FN.

La tripartition dans la vie politique française

Une dimension idéologique : des oppositions de valeurs entre les électorats

La notion de tripartition est une notion récente, qui renvoie à l'installation durable du Front national dans le système partisan français. Forcée par G. Grunberg et É. Schweisguth au milieu des années 1990 pour caractériser le nouvel espace politique¹, elle fait initialement référence à la structuration idéologique des électorats partisans et rend compte de l'existence d'une nette opposition de valeurs² entre les électeurs de droite modérée et d'extrême droite sur les questions relatives à l'autorité et à l'immigration.

1. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « Vers une tripartition de l'espace politique », dans Daniel Boy, Nonna Mayer (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 179-218. La notion est approfondie dans Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 339-362.

2. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « Recompositions idéologiques », dans D. Boy, N. Mayer (dir.), *L'électeur a ses raisons, op. cit.*, p. 139-178.

Dans cette perspective, la tripartition résulte essentiellement de la différence de *nature* de l'électorat FN. Alors que l'électorat de la droite modérée se caractérise principalement par son haut niveau d'adhésion au libéralisme économique et sa défense de la morale religieuse, l'électorat d'extrême droite se distingue par un rejet massif des valeurs universalistes et par son attachement à des valeurs xénophobes et autoritaires. Sur cette base, l'électorat du Front national ne peut pas être considéré comme un simple électorat à droite de la droite, qui serait plus libéral sur l'économie et plus conservateur en matière de mœurs que l'électorat des partis de droite modérée¹. La vigueur de l'anti-universalisme de l'électorat du FN et son positionnement relativement médian sur le libéralisme économique et la morale religieuse en font un pôle à part entière dans le paysage politique, qui se distingue à la fois de la gauche et de la droite modérée.

Cette fracture idéologique entre l'électorat de droite modérée et l'électorat d'extrême droite ne se retrouve pas à gauche. L'électorat des partis d'extrême gauche a certes quelques caractéristiques propres, notamment sa dimension de protestation contre le fonctionnement du système politique, mais il n'a pas une nature fondamentalement différente de l'électorat des autres partis de gauche : comme l'électorat de la gauche de gouvernement, l'électorat des partis trotskystes se caractérise d'abord par son attitude sur le libéralisme économique². En d'autres termes, il diffère seulement par son *degré*, ce qui exclut l'idée d'une quadripartition de l'espace politique français³.

Une dimension électorale et partisane : la perspective des réalignements

La notion de tripartition ne se réduit pas à cette dimension idéologique. Au-delà de la structuration des valeurs des électors, elle peut également être utilisée pour caractériser le système partisan et les rapports de force électoraux qui se sont cristallisés suite à la phase de réalignement de 1981-1984⁴, avec la constitution de trois pôles distincts : un pôle de gauche dominé par le PS, un pôle de droite modérée dominé par le RPR (l'UMP à partir de 2002), et un pôle d'extrême droite antisystème avec le FN. C'est dans cette perspective, articulée à la théorie des réalignements mais parfaitement compatible avec les travaux de G. Grunberg et É. Schweisguth, que s'inscrit notre réflexion.

Pilier de l'ordre électoral en place jusqu'aux élections de 2007, la tripartition renvoie d'abord à la configuration du système partisan, et à l'isolement du Front national à l'extrême droite. En dépit de ses résultats électoraux significatifs, le FN est ostracisé par l'ensemble des autres forces politiques, et notamment par les partis de la droite modérée. Cette mise à l'écart s'exprime à toutes les élections⁵, qu'elles se disputent au scrutin proportionnel ou au scrutin

1. Dans ce cadre, la thèse de la tripartition a été très fortement contestée. Cf. Robert Andersen, Jocelyn Evans, « Values, Cleavages and Party Choice in France, 1988-1995 », *French Politics*, 1 (1), 2003, p. 83-115. Cette analyse d'une simple bipartition de la vie politique française est confirmée dans Robert Andersen, Jocelyn Evans, « The Stability of French Political Space, 1988-2002 », *French Politics*, 3 (3), 2005, p. 282-301. Notre article ne s'inscrit pas directement dans ce débat, mais il suit plus volontiers les conclusions de Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth.

2. Vincent Tiberj, « L'électorat trotskyste : votes extrêmes ou vote de gauche ? Une analyse par les systèmes de valeurs et leurs recompositions », dans Dominique Reynié (dir.), *L'extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Paris, PUF, 2007, p. 129-151.

3. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « French Political Space : Two, Three or Four Blocs ? », *French Politics*, 1 (3), 2003, p. 331-347.

4. P. Martin, *Comprendre les évolutions électorales...*, op. cit.

5. Des alliances locales avec le FN ont été tolérées par le RPR et l'UDF jusqu'en 1988 (accords dans sept régions lors des élections régionales de 1986, désistements réciproques dans le département des Bouches-du-Rhône lors des élections législatives de 1988).

uninominal à deux tours : le Front national ne noue jamais d'alliances avec les autres partis, ne reçoit jamais de soutien de la part d'un autre parti en cas de qualification pour un second tour de scrutin (sauf des autres partis d'extrême droite, comme le MNR en 2002), et refuse le plus souvent de choisir entre les candidats de gauche et les candidats de droite modérée en cas d'élimination dès le premier tour. De manière symétrique, la gauche et la droite modérée se sont progressivement accordées pour faire barrage à l'extrême droite, suivant une logique de « front républicain » plus ou moins explicite¹. Au final, l'opposition entre l'extrême droite et les autres partis apparaît au moins aussi structurante que l'opposition entre la gauche et la droite, et la victoire de Jacques Chirac face à Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002, avec le soutien de la plupart des forces de gauche, peut être considérée comme l'aboutissement de la tripartition du système partisan français.

La tripartition a par ailleurs une dimension proprement électorale, qui renvoie à la fracture entre les électorats de droite modérée et d'extrême droite, et à l'incapacité de l'UDF et du RPR, puis de l'UMP, à exercer une attractivité significative sur l'électorat du FN. Cette division à droite recoupe des logiques de votes distinctes et renvoie à l'autonomisation de l'électorat du Front national, qui s'est renforcée tout au long des années 1990 avec une forte progression du lepénisme en milieu ouvrier², et un rejet croissant des partis du « système ». Cette dimension électorale de la tripartition concerne principalement les premiers tours de scrutin, mais elle s'exprime aussi en cas de duel entre la gauche et la droite modérée. Elle se traduit alors par une forte dispersion de l'électorat du FN, dont une partie significative préfère l'abstention, le vote blanc, voire la gauche, comme ce fut le cas lors du second tour de l'élection présidentielle de 1995³.

La tripartition et les changements de niveau à droite et au centre

La rupture des élections de 2007 : l'effondrement du Front national

Les recompositions actuelles de la droite et du centre débutent avec les élections du printemps 2007⁴. Des évolutions significatives du niveau des forces politiques interviennent dès le premier tour de l'élection présidentielle : avec 10,7 % des exprimés en France métropolitaine, Jean-Marie Le Pen connaît un net recul (- 8,9 points) par rapport au résultat de l'ensemble de l'extrême droite en 2002 (19,6 %). Cette chute profite à Nicolas Sarkozy, qui obtient 31 % des exprimés et fait presque aussi bien que le total de la droite modérée en 2002 (31,5 %), et ce en dépit de la percée de François Bayrou, de nouveau candidat mais avec un positionnement ni gauche ni droite inédit (18,8 % en 2007 contre 6,9 % en 2002).

Au premier tour des législatives, le basculement des sympathisants FN vers la droite gouvernementale s'amplifie. Les candidats du Front national s'effondrent et tombent pour la

1. Cette dynamique s'est accélérée après la crise des élections régionales de 1998, lorsque la droite modérée avait bénéficié du soutien du FN pour conserver la présidence de cinq régions.

2. Florent Gougou, « La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réalignement et renouvellement des générations », dans Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2012, p. 142-172.

3. Pascal Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen. Le poids du gauchio-lepénisme », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 243-261.

4. Un récapitulatif des résultats électoraux de 2002 à 2012 est présenté dans le tableau 9, annexe 1.

première fois depuis la percée des européennes de 1984 sous la barre des 5 %, tandis que les candidats de l'UMP, du Nouveau Centre (NC) et divers droite connaissent une très forte progression avec 44,5 % des suffrages. De son côté, le MoDem, qui remplace l'UDF afin de mieux incarner la nouvelle ligne d'indépendance au centre promue par François Bayrou, souffre de la forte bipolarisation du scrutin (pour ou contre le nouveau gouvernement) et se contente de trois députés. Avec 7,7 % des voix¹, il parvient toutefois à se positionner comme la troisième force électorale du pays.

Les élections intermédiaires du quinquennat Sarkozy : chassés-croisés

Ces mouvements dans le niveau des rapports de force au sein de la droite et du centre connaissent de nouveaux développements lors des élections intermédiaires du quinquennat de Nicolas Sarkozy. De ce point de vue, trois dynamiques sont particulièrement importantes : 1/ le rétablissement du Front national ; 2/ la faiblesse de la droite dans son ensemble ; 3/ l'essoufflement du MoDem, qui profite essentiellement aux forces de gauche.

Le redressement de l'extrême droite débute dès les élections européennes de 2009, avec un indice d'évolution de 0,70 par rapport aux élections européennes de 2004 et un *odds ratio* de 0,68 (voir le tableau 1) : l'extrême droite dans son ensemble est toujours en recul par rapport aux résultats qu'elle obtenait avant la rupture de 2007, mais dans une proportion nettement moindre. Le redressement s'amplifie lors des élections régionales de 2010 (indice d'évolution de 0,77 sur 2004 et *odds ratio* de 0,74), puis surtout aux cantonales de 2011 (indice d'évolution de 1,23 sur 2001 et *odds ratio* de 1,27), où elle dépasse pour la première fois depuis 2007 le score qu'elle avait obtenu lors du précédent scrutin de même type. Le niveau atteint par le FN aux élections cantonales de 2011 (15,6 %), un scrutin généralement assez peu favorable aux forces sans implantation locale, est d'autant plus significatif qu'il est obtenu avec seulement 1 441 candidats contre 1 850 en 2004.

Le recul de la droite (FN inclus), qui totalise seulement 41,9 % des suffrages exprimés aux européennes de 2009 et 40,1 % au premier tour des régionales de 2010, constitue une autre évolution spectaculaire. Jamais la droite n'a été aussi faible, tous types d'élections confondus, au cours de la Cinquième République. Cette faiblesse générale se retrouve également, mais à un degré moindre, aux cantonales de 2008 (46,1 % contre 52 % en 2001) et aux cantonales de 2011 (47,5 % contre 49,9 % en 2004), avec des niveaux inférieurs à ceux observés depuis 1979². Si ce recul historique est lié à la forte impopularité du président, qui pèse sur les résultats de l'UMP, il s'explique aussi et surtout par l'autonomisation d'électeurs qui avaient voté à droite lors des élections intermédiaires de 2004, malgré la très forte impopularité du gouvernement de l'époque. Il s'agit d'une évolution plus profonde qu'un simple vote sanction, qui remonte en fait au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, où le total Sarkozy-Villiers-Le Pen était déjà nettement inférieur à 50 % (44 % contre 51,1 % pour le total droite en 2002 et 59,1 % en 1995).

1. Ce score est d'autant plus significatif qu'il est obtenu alors que la plupart des élus de l'UDF ont rompu avec François Bayrou après le premier tour de l'élection présidentielle, et rallié Nicolas Sarkozy en fondant le Nouveau Centre.

2. Florent Gougou, Simon Labouret, « The 2011 French Cantonal Elections : The Last Voter Sanction Before the 2012 Presidential Poll », *French Politics*, 9 (4), 2011, p. 381-403.

Tableau 1. Le redressement du Front national depuis 2007

	P 2007	L 2007	C 2008	E 2009	R 2010	C 2011	P 2012	L 2012
Front national								
Score au premier tour	10,7	4,4	5,0	6,5	11,7	15,6	18,3	14,0
Score au scrutin précédent	17,2	11,3	7,1	10,0	15,1	12,5	10,7	4,4
Indice d'évolution	0,62	0,39	0,70	0,65	0,77	1,25	1,71	3,18
<i>Odds ratio</i>	0,58	0,36	0,69	0,63	0,74	1,29	1,87	3,54
Extrême droite								
Score au premier tour	10,7	4,8	5,1	7,2	12,7	15,7	18,3	14,2
Score au scrutin précédent	19,6	12,7	10,2	10,3	16,5	12,8	10,7	4,8
Indice d'évolution	0,55	0,38	0,50	0,70	0,77	1,23	1,71	2,96
<i>Odds ratio</i>	0,49	0,35	0,47	0,68	0,74	1,27	1,87	3,28

Sources : voir en annexe.

NB. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés. Chaque scrutin est systématiquement comparé au scrutin précédent de même type : l'élection présidentielle de 2007 avec la présidentielle de 2002, les élections législatives de 2007 avec les législatives de 2002, les élections cantonales de 2008 avec les cantonales de 2001, les élections européennes de 2009 avec les européennes de 2004, les élections régionales de 2010 avec les régionales de 2004, les élections cantonales de 2011 avec les cantonales de 2004, l'élection présidentielle de 2012 avec la présidentielle de 2007, les élections législatives de 2012 avec les législatives de 2007. L'indice d'évolution est calculé par une simple division ; l'*odds ratio* est obtenu par la division entre les rapports de chances du vote FN.

Le troisième mouvement important concerne l'essoufflement du MoDem. Passé sous la barre des 10 % dès les élections législatives de 2007, le MoDem stabilise dans un premier temps ses résultats jusqu'aux européennes de 2009 (8,4 %), en poursuivant son travail d'autonomisation de tout un pan de l'électorat de droite (12 % pour l'UDF en 2004). Les élections régionales de 2010 marquent ensuite l'entrée dans une phase de déclin prononcé avec seulement 4,3 % des exprimés. Ce reflux profite quasi exclusivement à la gauche qui franchit pour la première fois depuis les législatives de 1981 la barre des 50 % à un premier tour de scrutin (53,7 %). Le recul du MoDem se prolonge aux cantonales de 2011 : pénalisé par un très faible nombre de candidats (231 pour 1 940 cantons), il obtient un score désastreux (1,2 %).

Les élections de 2012 : le retour de la tripartition ?

Les élections de 2012 confirment les évolutions des rapports de force à droite et au centre enregistrées lors des élections intermédiaires, avec la poursuite du redressement du Front national et l'échec du MoDem. En rassemblant 18,3 % des exprimés, Marine Le Pen efface la chute de son père en 2007 (+ 7,6 points). Cependant, elle n'atteint pas le niveau du total Le Pen-Mégret de 2002 (19,6 %) et sa progression par rapport aux candidats d'extrême droite aux cantonales de 2011 dans les 1 450 cantons où ils étaient présents est relativement modeste (19,6 % contre 19,3 %). Si le niveau de la participation diffère sensiblement dans ces cantons entre les cantonales (43,6 %) et la présidentielle (81,1 %), la faible dynamique du FN entre les deux scrutins indique que son potentiel électoral à la présidentielle était sans doute supérieur au résultat obtenu par Marine Le Pen : à l'inverse des cantonales, le FN n'était pas pénalisé par son absence d'implantation locale, et il pouvait même capitaliser sur le pouvoir d'attraction personnel de sa présidente-candidate¹.

1. Qui plus est, on peut penser que le FN a été handicapé aux élections cantonales par la faible participation dans la mesure où son électorat, très populaire, est plus abstentionniste que les autres.

Avec 27 % des exprimés, Nicolas Sarkozy limite son recul à 4 points (à 5,1 points si on tient compte du ralliement de Frédéric Nihous, candidat en 2007). Malgré son impopularité, le président sortant fait mieux que le total Chirac-Boutin-Madelin de 2002 (24,6 %) et à peine moins bien que ce total avec Jean-Saint-Josse (28,9 %), alors que François Bayrou (9,2 %), en fort recul sur 2007 (-9,6 points), conserve un étiage supérieur à 2002 (6,9 %). Avec 47,2 % des exprimés, l'ensemble de la droite se redresse nettement par rapport aux européennes de 2009 et aux régionales de 2010, et progresse même par rapport au premier tour de la présidentielle de 2007 (+3,2 points). Ce redressement reste toutefois insuffisant pour atteindre la barre des 50 %, alors que celle-ci avait été franchie en 1988, 1995 et 2002. De fait, c'est surtout la gauche (+7,3 points) qui semble bénéficier du recul de François Bayrou, même si avec 43,4 % des voix, elle ne retrouve pas les sommets atteints lors des élections intermédiaires.

Les législatives organisées dans la foulée amplifient le recul du MoDem : en dehors du cadre de la présidentielle et de la candidature de François Bayrou, le centre indépendant ne parvient plus à accrocher l'électorat (1,7 %). Cet effacement profite avant tout à la gauche (+9,1 points par rapport à 2007), forte de sa victoire à la présidentielle, tandis que l'ensemble de la droite recule légèrement (-1,6). Au sein de celle-ci, le FN confirme son redressement au détriment de l'UMP et de ses alliés : le Rassemblement Bleu Marine obtient 14 % des exprimés (14,2 % pour l'ensemble de l'extrême droite) contre 33,9 % pour le total UMP-NC-DVD.

La tripartition et les changements de structure à droite et au centre

Les mutations de la géographie électorale de la droite et du centre

Si le retour au premier plan du Front national et le déclin du MoDem peuvent donner l'impression que les scrutins de 2007 n'ont été qu'une parenthèse dans le développement de la vie politique française, les évolutions de la structure géographique du vote de droite et du centre indiquent au contraire qu'ils ont initié des recompositions encore à l'œuvre en 2012.

Alors que la géographie de la droite modérée au premier tour de l'élection présidentielle est restée stable entre 1988 et 2002, avec des coefficients de corrélation au niveau départemental proches de 0,9 (voir le tableau 2), la carte de 2007 marque une rupture : le coefficient de corrélation du total Sarkozy-Villiers tombe à 0,42 par rapport au total Chirac-Barre de 1988, à 0,44 par rapport au total Chirac-Balladur-Villiers de 1995 et à 0,49 par rapport au total Chirac-Bayrou-Madelin-Boutin de 2002 (0,46 par rapport au total Chirac-Madelin-Boutin)¹. Les coefficients de corrélation calculés au niveau des circonscriptions législatives dans le découpage de 1988-2007 indiquent les mêmes évolutions, avec une très forte stabilité entre 1988 et 2002 puis un décrochage en 2007, qui apparaît toutefois moins prononcé qu'au niveau des départements².

La mutation brutale de la structure géographique du vote en faveur des candidats de droite modérée enregistrée en 2007 est confirmée lors du premier tour de l'élection présidentielle

1. Les coefficients de corrélation linéaire au niveau départemental du seul Nicolas Sarkozy sont de 0,34 avec le total Chirac-Barre de 2002, de 0,37 avec le total Chirac-Balladur de 1995 et de 0,43 avec le total Chirac-Bayrou-Madelin-Boutin de 2002 (0,40 avec le total Chirac-Madelin-Boutin).

2. Ces coefficients sont respectivement de 0,96 pour Chirac-Barre 1988/Chirac-Balladur-Villiers 1995 ; 0,95 pour Chirac-Balladur-Villiers 1995/Chirac-Bayrou-Madelin-Boutin 2002 ; 0,89 pour Chirac-Barre 1988/Chirac-Bayrou-Madelin-Boutin 2002. Ils chutent à 0,68 pour Sarkozy-Villiers 2007/Chirac-Barre 1988 ; 0,67 pour Sarkozy-Villiers 2007/Chirac-Balladur-Villiers 1995 ; 0,72 pour Sarkozy-Villiers 2007/Chirac-Bayrou-Madelin-Boutin 2002.

de 2012 : la géographie du total Sarkozy-Dupont-Aignan est presque identique à celle du total Sarkozy-Villiers de 2007, avec un coefficient de corrélation de 0,94 au niveau départemental (0,95 au niveau cantonal)¹. En d'autres termes, malgré un recul de niveau, la droite modérée et Nicolas Sarkozy conservent en 2012 les grandes lignes de leur nouvelle coalition électorale, entérinant la rupture de 2007.

Tableau 2. Les évolutions de la structure géographique du vote de droite à la présidentielle

	Premier tour - Droite modérée					Second tour - Droite				
	1988	1995	2002	2007	2012	1988	1995	2002	2007	2012
1988	1					1				
1995	0,96	1				0,95	1			
2002	0,88	0,91	1			-	-	-		
2007	0,42	0,44	0,49	1		0,68	0,68	-	1	
2012	0,55	0,54	0,61	0,94	1	0,66	0,63	-	0,98	1

Sources : voir en annexe.

NB. Les matrices de corrélation sont calculées au niveau des départements de France métropolitaine (R de Pearson). Pour le premier tour de l'élection présidentielle, la droite modérée désigne Jacques Chirac et Raymond Barre en 1988 ; Jacques Chirac, Édouard Balladur et Philippe de Villiers en 1995 ; Jacques Chirac, François Bayrou, Alain Madelin et Christine Boutin en 2002 ; Nicolas Sarkozy et Philippe de Villiers en 2007 ; Nicolas Dupont-Aignan et Nicolas Sarkozy en 2012.

Fait important, ce changement de structure du vote de droite modérée entre la période 2007-2012 et la période 1988-2002 s'observe également en comptant François Bayrou à droite en 2007 et 2012 : en 2007 comme en 2012, la géographie électorale de la droite et du centre est assez différente de celle du total Chirac-Bayrou-Boutin-Madelin de 2002 (coefficients de 0,76 et 0,75 au niveau départemental), du total Chirac-Balladur-Villiers de 1995 (coefficients de 0,63 et 0,65) et du total Chirac-Barre de 1988 (coefficients de 0,68 et 0,70). De la sorte, ne plus compter François Bayrou à droite à partir des élections de 2007 ne suffit pas à expliquer les bouleversements de la géographie électorale de la droite modérée. Les évolutions du vote pour la droite modérée ne peuvent pas être réduites à l'autonomisation d'une partie de l'électorat de centre-droit : c'est d'abord la captation d'une partie de l'électorat de l'extrême droite qui explique les mutations géographiques du vote en faveur de la droite modérée.

La stabilité de la géographie électorale de Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012 fait écho à la stabilité encore plus forte de la géographie du vote pour le FN sur la même période, avec un coefficient de corrélation de 0,97 au niveau départemental². Ce coefficient extrêmement élevé, alors que Marine Le Pen a pris le relais de son père et que les niveaux de vote obtenus sont différents, contraste avec les coefficients enregistrés en 2007 par rapport à 2002 (0,84) et surtout par rapport à 1995 (0,74) et 1988 (0,56). Si le résultat de Marine Le Pen efface l'échec de 2007, il confirme l'évolution de structure limitée mais non négligeable intervenue en 2007, liée à la nouvelle concurrence exercée par Nicolas Sarkozy (voir le tableau 3).

1. Ce coefficient est de 0,91 au niveau départemental et de 0,94 au niveau cantonal, si l'on intéresse uniquement aux résultats de Nicolas Sarkozy.

2. Au niveau cantonal, le coefficient de corrélation est également très élevé : 0,95.

Tableau 3. Les évolutions de la structure géographique du vote d'extrême droite à la présidentielle

	Premier tour - Front national					Premier tour - Extrême droite				
	1988	1995	2002	2007	2012	1988	1995	2002	2007	2012
1988	1					1				
1995	0,89	1				0,89	1			
2002	0,83	0,94	1			0,84	0,94	1		
2007	0,56	0,74	0,85	1		0,56	0,74	0,84	1	
2012	0,54	0,70	0,83	0,97	1	0,54	0,70	0,83	0,97	1

Sources : voir en annexe.

NB. Les matrices de corrélation sont calculées au niveau des départements de France métropolitaine (R de Pearson). Pour le premier tour de l'élection présidentielle, l'extrême droite comprend Jean-Marie Le Pen en 1988 et en 1995 ; Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret en 2002 ; Jean-Marie Le Pen en 2007 ; et Marine Le Pen en 2012.

Le poids de la macro-géographie de l'immigration

Ces évolutions importantes des structures géographiques du vote pour les candidats de droite traduisent un déplacement de la droite modérée sur le terrain de l'extrême droite. Ce mouvement est particulièrement net lorsque l'on compare les évolutions électorales des forces de droite en fonction de trois zones d'implantation des étrangers d'origine maghrébine et turque¹. Alors que la droite modérée réalisait systématiquement de moins bons scores dans la zone I (celle où le poids des immigrés est le plus *fort*) par rapport à la zone III (celle où le poids des immigrés est la plus *faible*) depuis les élections européennes de 1984, c'est l'inverse qui se produit lors de la présidentielle et des législatives de 2007 (voir le tableau 4). Le retournement est spectaculaire : avec un écart entre les zones I et III positif supérieur à 4 points, la carte de la droite modérée est davantage influencée par la macro-géographie de l'immigration que la carte de l'extrême droite, dont l'écart interzone devient inférieur à 3 points. Or, l'extrême droite était jusque-là la seule à avoir un écart interzone positif, généralement supérieur à 7 points (voir le tableau 5).

Au cours des élections intermédiaires du quinquennat de Nicolas Sarkozy, ces écarts interzones évoluent de manière opposée. L'écart interzone sur le vote de droite modérée faiblit lors des cantonales de 2008 (+ 1,2), des européennes de 2009 (- 0,7) et des régionales de 2010 (+ 1,8), avant de redevenir nettement négatif lors des cantonales de 2011 (- 3,1). De son côté, l'écart interzone sur le vote d'extrême droite se redresse en 2008 (+ 4,3) puis en 2010 (+ 6,8), avant d'atteindre un niveau record en 2011 (+ 12,4)². Cependant, la structure de 2007 se remet en place dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2012, puis aux législatives, avec de nouveau un écart interzone nettement positif pour la droite modérée (+ 2,7 et + 2,4) et un écart interzone pour l'extrême droite inférieur à ceux observés avant 2007 (+ 3,2 et + 5,9)³.

1. La construction de ces trois zones d'immigration est présentée dans P. Martin, *Comprendre les évolutions électorales...*, *op. cit.*, p. 270-278. Chaque zone est constituée de 32 départements, selon la proportion d'étrangers de nationalité nord-africaine ou turque dans la population lors du recensement général de 1982. Pour une discussion de la pertinence et de l'actualité de cet indicateur, on peut lire du même auteur : « L'immigration, un piège pour la droite ? », *Commentaire*, 132, 2010, p. 1027-1036.

2. Cet écart record s'explique en partie par un nombre de candidats plus faible dans les départements de la zone III, d'où un score de seulement 7,5 % (l'extrême droite est présente dans 90 % des cantons de la zone I, 85 % des cantons de la zone II et seulement 48 % des cantons de la zone III).

3. Ce recul de l'écart interzone sur le vote FN à l'élection présidentielle s'accompagne de meilleurs résultats dans la zone II par rapport à la zone I, comme en 2007. De ce point de vue aussi, les élections de 2007 signalent une rupture : jusque-là, l'extrême droite obtenait systématiquement ses meilleurs résultats dans la zone I.

Tableau 4. Les résultats de la droite modérée selon les zones d'immigration (1984-2012)

Élections	Tour	Métropole	Zone I	Zone II	Zone III	Écart I-III
E 1984		45,9	44,6	44,6	49,4	- 4,8
L 1986		44,6	43,1	43,5	48,3	- 5,2
R 1986		44,6	43,4	43,7	47,8	- 4,4
P 1988	T 1	36,3	35,6	34,4	39,4	- 3,8
L 1988	T 1	40,6	40,2	37,9	44,1	- 3,9
E 1989		38,2	38,2	36,0	40,7	- 2,5
R 1992		38,0	36,5	37,2	41,4	- 4,9
L 1993	T 1	44,1	42,4	41,9	49,3	- 6,9
E 1994		39,3	38,0	37,9	42,8	- 4,8
P 1995	T 1	43,8	42,9	41,7	47,6	- 4,7
L 1997	T 1	36,2	35,2	33,7	40,5	- 5,3
R 1998		35,7	34,3	34,3	39,4	- 5,1
E 1999		37,8	38,6	35,6	38,7	- 0,1
P 2002	T 1	31,5	31,8	29,1	33,5	- 1,7
L 2002	T 1	43,4	44,3	39,9	45,7	- 1,4
R 2004	T 1	34,7	34,6	32,5	37,3	- 2,7
E 2004		40,2	40,6	37,9	42,0	- 1,4
P 2007	T 1	33,3	35,4	31,8	31,2	+ 4,2
L 2007	T 1	45,7	48,2	43,5	43,8	+ 4,4
C 2008	T 1	41,0	42,8	37,8	41,6	+ 1,2
E 2009		34,7	35,1	33,0	35,8	- 0,7
R 2010	T 1	27,4	29,0	25,3	27,2	+ 1,8
C 2011	T 1	31,8	32,2	27,8	35,4	- 3,1
P 2012	T 1	28,9	30,5	27,2	27,8	+ 2,7
L 2012	T 1	34,7	36,6	32,0	34,2	+ 2,4

Sources : voir en annexe.

NB. Chaque zone est constituée de 32 départements, en fonction de la proportion d'étrangers de nationalité nord-africaine ou turque dans la population au moment du recensement de 1982. La zone I est celle où cette proportion est la plus forte, la zone III celle où elle est la plus faible. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés.

Tableau 5. Les résultats de l'extrême droite selon les zones d'immigration (1984-2012)

Élections	Tour	Métropole	Zone I	Zone II	Zone III	Écart I-III
E 1984		11,1	14,2	9,9	7,0	+ 7,2
L 1986		10,0	13,0	9,1	5,9	+ 7,1
R 1986		9,8	12,8	8,6	5,8	+ 7,0
P 1988	T 1	14,6	17,9	13,8	9,9	+ 8,0
L 1988	T 1	9,9	13,1	8,9	5,5	+ 7,6
E 1989		11,8	14,8	11,0	7,6	+ 7,2
R 1992		14,1	18,0	12,9	9,0	+ 9,0
L 1993	T 1	13,0	16,1	12,5	8,2	+ 7,9
E 1994		10,6	13,1	10,5	6,5	+ 6,6
P 1995	T 1	15,3	18,1	15,5	10,2	+ 7,9
L 1997	T 1	15,3	18,7	15,4	9,7	+ 9,0
R 1998		15,6	20,0	14,8	9,5	+ 10,5
E 1999		9,1	11,1	9,2	5,6	+ 5,5
P 2002	T 1	19,6	22,2	20,6	14,1	+ 8,1
L 2002	T 1	12,7	14,9	13,6	7,9	+ 7,0
R 2004	T 1	16,5	19,2	17,0	11,6	+ 8,6
E 2004		10,3	11,7	11,5	6,8	+ 4,9
P 2007	T 1	10,7	11,1	12,2	8,3	+ 2,8
L 2007	T 1	4,8	5,5	5,3	3,0	+ 2,5
C 2008	T 1	5,1	6,6	5,7	2,3	+ 4,3
E 2009		7,2	7,8	8,5	4,7	+ 3,1
R 2010	T 1	12,7	14,9	13,4	8,1	+ 6,8
C 2011	T 1	15,7	19,9	17,6	7,5	+ 12,4
P 2012	T 1	18,3	18,6	20,5	15,4	+ 3,2
L 2012	T 1	14,2	15,8	15,7	9,9	+ 5,9

Sources : voir en annexe.

NB. Chaque zone est constituée de 32 départements, en fonction de la proportion d'étrangers de nationalité nord-africaine ou turque dans la population au moment du recensement de 1982. La zone I est celle où cette proportion est la plus forte, la zone III celle où elle est la plus faible. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés.

La convergence des structures géographiques du vote de droite modérée et du vote d'extrême droite ne concerne pas seulement le premier tour des élections. Elle se retrouve également au second tour de la présidentielle : la carte électorale de Nicolas Sarkozy au second tour des scrutins de 2007 et de 2012 est nettement plus influencée par la macro-géographie de l'immigration que ne l'était celle de Jacques Chirac en 1988 ou 1995 (voir le tableau 6). En d'autres termes, Nicolas Sarkozy parvient à mieux capter le noyau électoral du Front national en duel face à la gauche que ne le faisait Jacques Chirac. Cette différence d'attractivité explique

largement la faiblesse des coefficients de corrélation entre les résultats de Jacques Chirac en 1988 et 1995 et ceux de Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012 (tableau 2)¹.

Tableau 6. Les résultats de la droite au second tour de la présidentielle selon les zones d'immigration

Élections	Tour	Métropole	Zone I	Zone II	Zone III	Écart I-III
P 1974	T 2	50,7	50,5	48,4	53,2	- 2,7
P 1981	T 2	47,8	48,2	45,7	49,2	- 1,0
P 1988	T 2	46,0	47,9	43,6	45,4	+ 2,5
P 1995	T 2	52,7	54,8	50,1	51,9	+ 2,9
P 2007	T 2	53,3	56,1	52,4	49,4	+ 6,7
P 2012	T 2	48,7	51,5	47,5	45,1	+ 6,4

Sources : voir en annexe.

NB. Chaque zone est constituée de 32 départements, en fonction de la proportion d'étrangers de nationalité nord-africaine ou turque dans la population au moment du recensement de 1982. La zone I est celle où cette proportion est la plus forte, la zone III celle où elle est la plus faible. Les résultats sont en pourcentage des suffrages exprimés.

La tripartition face à l'émergence d'une nouvelle structure de compétition à droite

Les évolutions des logiques du vote pour la droite modérée

Les enquêtes post-électorales réalisées après chaque scrutin présidentiel depuis 1988 permettent d'aller plus loin dans la compréhension de cette porosité croissante entre le vote UMP et le vote FN. Elles permettent notamment de modéliser l'impact des deux dimensions de valeurs qui structurent le plus fortement l'espace idéologique français depuis la phase de réaligement de 1981-1984, l'ethno-autoritarisme et l'adhésion au libéralisme économique², et ainsi de confronter les logiques de formation des électors.

La construction de variables captant ces deux dimensions de valeurs pose un certain nombre de problèmes méthodologiques. En raison du faible nombre de questions communes entre toutes les enquêtes conduites de 1988 à 2012, il est impossible de disposer d'indicateurs robustes strictement comparables dans le temps. À la suite des travaux menés par V. Tiberj³, une stratégie de mesure alternative fondée sur l'hypothèse de variables latentes a été mise en œuvre : dans chaque enquête ont été construits, grâce à des analyses des correspondances

1. La mutation de la géographie électorale de la droite entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy reflète aussi, mais de façon plus marginale, des différences d'implantation personnelle, avec un effet « amis et voisins » en Corrèze et dans les départements limitrophes pour Jacques Chirac.

2. Ces deux dimensions de valeurs renvoient directement aux enjeux au cœur de l'ordre électoral de 1984 : l'immigration et l'insécurité d'une part, le chômage et le rôle de l'État dans l'économie d'autre part. Pour une démonstration empirique de leur rôle déterminant dans la structuration de l'espace idéologique français, voir Jean Chiche, Brigitte Le Roux, Pascal Perrineau, Henry Rouanet, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990. Nouveaux et anciens clivages, hétérogénéité des électors », *Revue française de science politique*, 50 (3), juin 2000, p. 463-488.

3. Vincent Tiberj, « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62 (1), février 2012, p. 71-106 ; et « Values and the Votes from Mitterrand to Hollande : The Rise of the Two-Axis Politics », *Parliamentary Affairs*, 66 (1), 2013, p. 69-86.

multiples, un axe d'ethno-autoritarisme et un axe d'adhésion au libéralisme économique¹. Sur cette base ont été estimés, pour chaque premier tour de la présidentielle, des modèles de régression multinomiale prédisant le vote en faveur des différents candidats. Les principaux coefficients de ces modèles sont reportés dans le tableau 7.

Tableau 7. Les logiques du vote : une modélisation multinomiale de l'impact des valeurs sur le vote au premier tour de l'élection présidentielle

		P 1988		P 1995		P 2002		P 2007		P 2012	
		Coef.	Err.	Coef.	Err.	Coef.	Err.	Coef.	Err.	Coef.	Err.
PS	Libéralisme économique	-1,891**	0,080	-0,856**	0,059	-0,985**	0,068	-1,637**	0,068	-1,243**	0,099
	Ethno-autoritarisme	-0,580**	0,067	-0,481**	0,057	-0,824**	0,067	-1,180**	0,063	-1,388**	0,102
Bayrou	Libéralisme économique					0,109	0,081	-0,753**	0,059	-0,662**	0,128
	Ethno-autoritarisme					-0,535**	0,083	-0,982**	0,061	-1,050**	0,129
Balladur	Libéralisme économique			-0,068	0,067						
	Ethno-autoritarisme			0,104	0,066						
Barre	Libéralisme économique	-0,205**	0,058								
	Ethno-autoritarisme	-0,338**	0,072								
FN	Libéralisme économique	-0,331**	0,066	-0,374**	0,071	-0,221**	0,074	-0,599**	0,090	-0,604**	0,100
	Ethno-autoritarisme	0,993**	0,102	1,072**	0,086	0,934**	0,093	1,059**	0,112	0,644**	0,123
N		3 278		3 251		3 160		3 541		1 660	
R ² de Nagelkerke		0,474		0,295		0,393		0,464		0,435	

Sources : voir en annexe.

NB. La modalité de référence est le vote pour le candidat du RPR puis de l'UMP : Jacques Chirac en 1988, 1995 et 2002 ; Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012. Les deux niveaux de significativité retenus sont : * < 0,05 ; ** < 0,01.

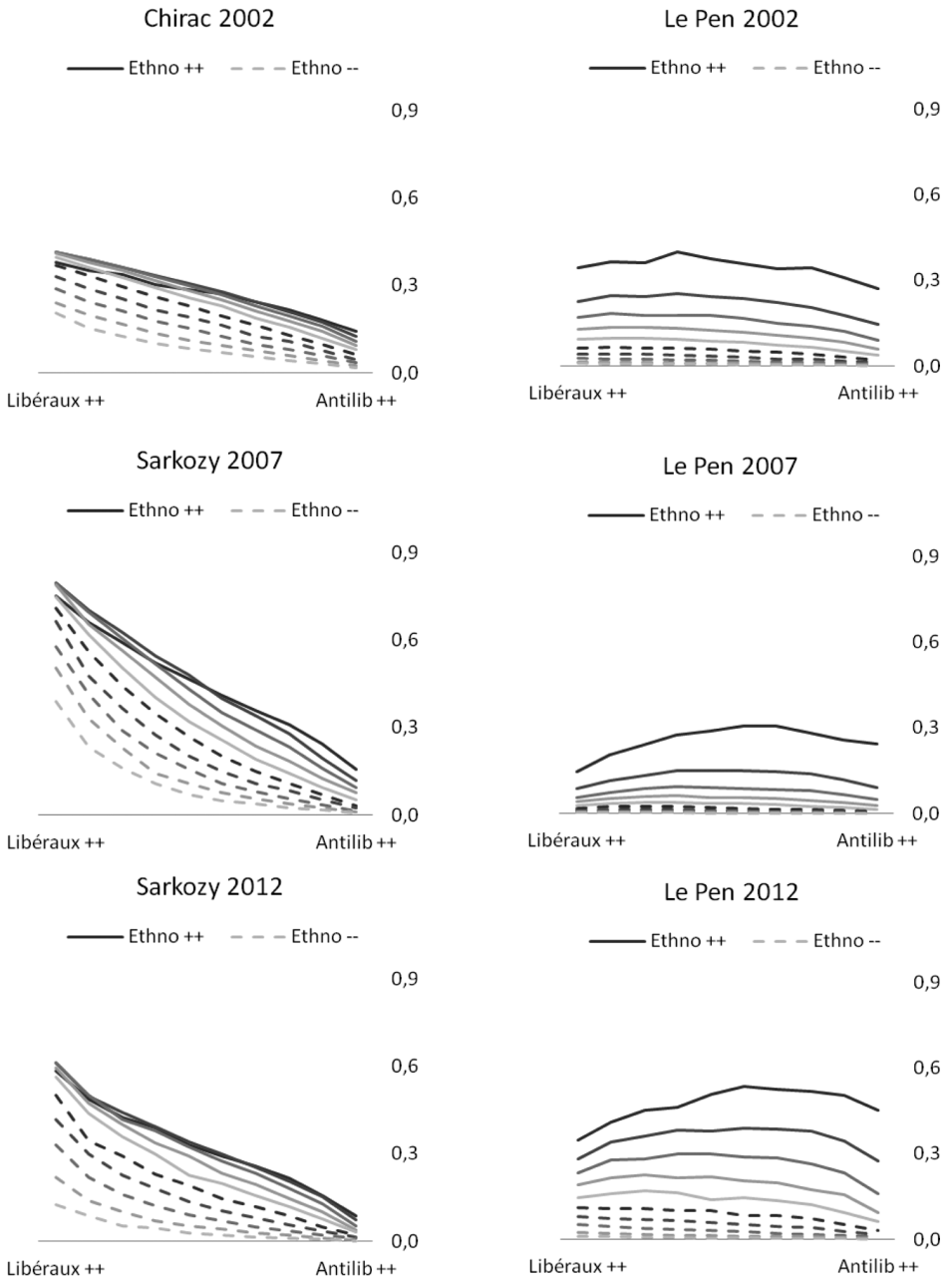
Ces modèles confirment que le vote en faveur du Front national à la présidentielle est très fortement structuré par l'hostilité à l'immigration². De ce point de vue, la représentation graphique des probabilités prédites par les modèles de voter FN selon le niveau d'adhésion au libéralisme économique et le niveau d'ethno-autoritarisme est très éclairante : le vote Le Pen dépend essentiellement de l'axe culturel, avec presque systématiquement une probabilité maximum parmi les électeurs appartenant au décile le plus ethno-autoritaire, et ce quelle que soit leur position sur l'axe économique (voir le graphique 1)³.

1. Pour plus de détails sur la construction de ces axes, et notamment sur les questions intégrées dans les analyses, on peut se reporter à l'annexe 2.

2. Sur ce point déjà largement documenté dans la littérature, on peut se reporter à Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002. De manière générale, les résultats de nos analyses confirment et prolongent les résultats présentés dans V. Tiberj, « La politique des deux axes... », art. cité.

3. Une légère inflexion intervient sur la dimension économique à partir de 2007 : la propension à voter Front national des électeurs les plus ethno-autoritaires s'accroît désormais avec l'hostilité au libéralisme économique (sauf pour les

Graphique 1. Les logiques du vote en faveur des candidats de l'UMP et du FN



Sources : voir en annexe.

NB. Ces graphiques présentent les probabilités de vote prédites par les modèles de régression dont les coefficients sont reportés dans le tableau 7. Les variables de valeurs ont été transformées en déciles.

déciles les plus antilibéraux), alors qu'elle avait tendance à décliner en 2002. Les variations induites restent toutefois mineures.

Les logiques du vote Chirac en 2002, mais aussi du vote Sarkozy en 2007 et 2012, sont plus complexes dans la mesure où elles associent étroitement la dimension économique et la dimension culturelle. De manière générale, la probabilité de voter pour le candidat de l'UMP augmente avec l'adhésion au libéralisme économique et l'ethno-autoritarisme. Cependant, la présidentielle de 2007 marque un changement important avec une nette montée en puissance du poids de l'axe culturel : alors que la différence entre les chances de voter Chirac des plus ethno-autoritaires et des moins ethno-autoritaires ne dépassait jamais 0,2 en 2002, quelle que soit la position des électeurs en matière de libéralisme économique, elles atteignent soudain 0,4 pour le vote Sarkozy chez les plus libéraux, et il en va ainsi jusqu'au cinquième décile de libéralisme économique. Cette rupture est confirmée lors de l'élection présidentielle de 2012 : la différence entre les probabilités de voter Sarkozy des plus ethno-autoritaires et des moins ethno-autoritaires est de nouveau supérieure à 0,4 parmi les deux déciles les plus libéraux en économie. De manière générale, Nicolas Sarkozy conserve son double ancrage économique¹ et culturel, mais il chute lourdement parmi les électeurs les moins hostiles à l'immigration.

La concurrence entre la droite modérée et l'extrême droite sur l'électorat ethno-autoritaire

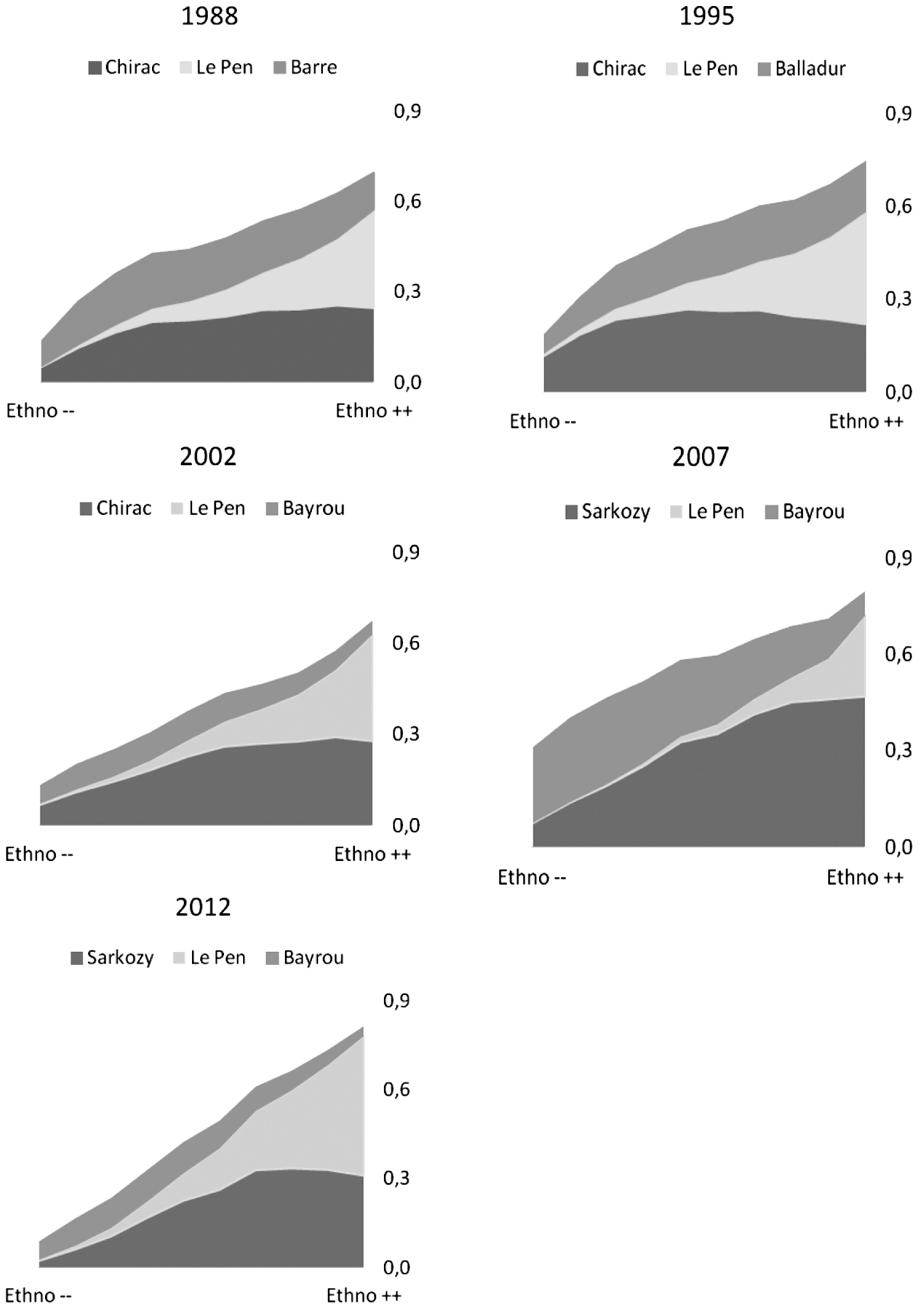
Cette transformation des logiques du vote Sarkozy par rapport au vote Chirac a des conséquences importantes sur les recompositions de la droite française : le candidat de l'UMP est désormais en compétition plus frontale avec le candidat du FN sur l'électorat le plus hostile à l'immigration (voir le graphique 2)². En investissant les thématiques de l'immigration et de l'identité nationale en 2007, Nicolas Sarkozy ne s'est pas contenté de capter une partie de l'électorat de Jean-Marie Le Pen : il l'a concurrencé dans son noyau électoral. Au premier tour de la présidentielle de 2007, et pour la première fois depuis la percée électorale du Front national, un candidat rassemblant la droite modérée est parvenu à dépasser nettement Jean-Marie Le Pen parmi les électeurs du décile le plus ethno-autoritaire : la probabilité de voter Sarkozy est de 0,47 au sein de ce décile, contre 0,25 pour la probabilité de voter Le Pen.

Nicolas Sarkozy n'a pas réussi à reproduire cette performance au premier tour de la présidentielle de 2012 face à Marine Le Pen, cette dernière dominant le président sortant chez les électeurs appartenant aux trois déciles les plus ethno-autoritaires (voir le graphique 2), mais sa campagne a acté la polarisation de plus en plus forte de son électorat sur les questions relatives à l'autorité et à l'immigration. Comme Marine Le Pen, Nicolas Sarkozy a obtenu des résultats très élevés chez les électeurs les plus ethno-autoritaires, et des résultats très faibles chez les électeurs les moins ethno-autoritaires, alors qu'avant 2007, le vote pour la droite modérée était nettement moins polarisé par la dimension culturelle. De fait, Nicolas Sarkozy a profondément modifié le visage de la droite modérée, qui éprouve désormais les

1. L'élection présidentielle de 2007 marque également une inflexion importante sur la dimension économique, avec une polarisation nettement plus forte du vote Sarkozy par rapport au vote Chirac de 2002. Il est vraisemblable que cette situation renvoie en partie aux évolutions de l'offre, avec l'absence d'Alain Madelin en 2007. Il n'en reste pas moins que le vote Sarkozy traduit une double radicalisation économique et culturelle de l'électorat de la droite modérée.

2. Jean-Marie Le Pen n'a jamais été hégémonique dans ce segment de l'électorat : en 1988, 1995 et 2002, la droite modérée attirait déjà une part significative de l'électorat le plus xénophobe. Cette capacité de la droite modérée à capter l'électorat ethno-autoritaire est à relier à l'influence de la présence ou non d'immigrés sur le vote en faveur du Front national : comme l'ont montré Pierre Martin puis Nonna Mayer, le vote FN n'est massif chez les personnes hostiles aux immigrés que si elles résident dans un département à forte présence d'étrangers. Cf. P. Martin, *Comprendre les évolutions électorales...*, op. cit., p. 277-278 ; N. Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, op. cit., p. 274-275.

Graphique 2. Le vote pour les candidats de la droite et du centre selon le niveau d'ethno-autoritarisme



Sources : voir en annexe.

NB. Ces graphiques représentent les probabilités prédites de voter pour les principaux candidats de droite et du centre par décile d'ethno-autoritarisme. Ces probabilités ont été calculées à partir des modèles de régression dont les coefficients sont reportés dans le tableau 7. Elles apparaissent sous la forme d'aires cumulées afin de faciliter la comparaison entre la structure des électorats.

plus grandes difficultés pour séduire les électeurs les moins hostiles à l'immigration¹. Au final, le président sortant a poursuivi le travail de rapprochement des logiques du vote UMP et du vote FN, et contribué à affaiblir la fracture électorale entre la droite modérée et l'extrême droite.

*
* *

La tripartition entre la gauche, la droite modérée et l'extrême droite constituait un des fondements de l'ordre électoral qui s'est cristallisé en France suite aux élections européennes de 1984. Indissociable de la percée du Front national et de son isolement par les autres forces politiques, cette tripartition associait une triple dimension idéologique, électorale et partisane, et se traduisait par une nette fracture entre la droite modérée et l'extrême droite.

La campagne présidentielle menée par Nicolas Sarkozy en 2007 a brutalement remis en question ce principe organisateur de la compétition politique. Sa stratégie de conquête des électeurs de Jean-Marie Le Pen et sa radicalisation revendiquée sur l'immigration, l'identité nationale et l'insécurité ont provoqué une rupture dans la vie politique française, rupture qui s'est manifestée par l'effondrement brutal du Front national et la formation d'un grand bloc électoral conservateur ethnocentriste. Malgré le redressement du FN et le score élevé obtenu par Marine Le Pen, l'élection présidentielle de 2012 a confirmé la dynamique de rapprochement des électorats UMP et FN, et ainsi entériné un élément fondamental de la rupture de 2007 : la polarisation sur l'immigration, qui faisait la spécificité du vote FN, est désormais aussi une caractéristique majeure de l'électorat UMP. Par ailleurs, la présidentielle de 2012 a confirmé la capacité accrue de l'UMP à attirer les électeurs du FN au second tour de scrutin, si ce n'est au premier tour. En ce sens, la tripartition s'est affaiblie : la fracture électorale entre la droite modérée et l'extrême droite n'est plus aussi nette que par le passé.

Toutefois, le rapprochement des logiques de vote pour l'UMP et le FN ne signifie pas que tous les aspects de la tripartition ont disparu. S'agissant du système partisan, la frontière entre la droite modérée et l'extrême droite a été maintenue par la direction nationale de l'UMP : si l'idée d'un front républicain contre le FN est désormais largement rejetée², le refus de toute alliance avec l'extrême droite a été réitéré lors des élections législatives de 2012, de sorte que le Front national reste isolé à l'extrême droite. S'agissant de la dimension idéologique, cet article ne s'est pas intéressé aux évolutions des valeurs des électeurs de l'UMP et du FN, même s'il suggère que leur différence de *nature* a pu être remise en cause.

Il est encore trop tôt pour affirmer que l'affaiblissement de la fracture électorale entre la droite modérée et l'extrême droite observée en 2007 et 2012 va déboucher sur l'émergence d'un nouvel ordre électoral sans aucune forme de tripartition. La persistance des difficultés économiques et la fragilité de l'union monétaire européenne risquent de prolonger la phase

1. De ce point de vue, les ressorts du vote Bayrou en 2007 éclairent les logiques de l'autonomisation d'une partie de l'ancien électorat de centre-droit : à l'inverse du vote Sarkozy et du vote Le Pen, le vote Bayrou décroît avec le niveau d'ethno-autoritarisme (ce qui était nettement moins le cas en 2002, et pas du tout le cas en 1995 pour le vote Balladur ou en 1988 pour le vote Barre).

2. Le refus d'appeler à faire battre le Front national était encore l'objet de vives disputes lors des élections cantonales de 2011, le Premier ministre François Fillon appelant alors « à voter contre le FN » en cas de duel gauche-FN. En 2012, le mot d'ordre prôné par Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé du « ni-ni » (ni appel à voter pour le FN, ni appel à voter contre lui) a été accepté et repris par l'ensemble des responsables politiques de l'UMP.

de réaligement ouverte par les élections de 2007. Dans ce contexte de désordre, l'agitation par Marine Le Pen d'enjeux visant à séduire, non seulement les perdants culturels de la mondialisation, mais aussi les perdants économiques (la sortie de l'euro, le protectionnisme, etc.), pourrait de nouveau éloigner l'électorat FN et l'électorat UMP. Dans tous les cas, les recompositions de la droite française doivent être analysées comme un élément majeur dans la reconfiguration du système partisan hexagonal, et plus largement dans la poursuite des transformations des structures de la compétition politique en Europe de l'Ouest¹.

— Florent Gougou et Simon Labouret —

Florent Gougou est docteur en science politique et chercheur associé au Centre d'études européennes de Sciences Po Paris (CEE). Il a récemment publié : (avec Guillaume Roux) « Political Change and Cleavage Voting in France : Class, Religion, Political Appeals, and Voter Alignments (1962-2007) », dans Geoffrey Evans, Nan Dirk De Graaf (eds), *Political Choice Matters. Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 243-276 ; (avec Nonna Mayer), « The Class Basis of Extreme Right Voting in France : Generational Replacement and the Rise of New Cultural Issues (1984-2007) », dans Jens Rydrgen (ed.), *Class Politics and the Radical Right*, Abingdon, Routledge, 2013, p. 156-172. Il a également coécrit, avec Simon Labouret, plusieurs articles sur les élections françaises dans la revue *French Politics*. Ses travaux portent principalement sur les mutations du vote des ouvriers en France et en Allemagne, sur les transformations des structures de clivages en Europe occidentale et sur les évolutions électorales dans la perspective des réaligements (CEE, 28 rue des Saints-Pères, 75007 Paris, <florent.gougou@sciences-po.org>).

Simon Labouret est attaché temporaire d'enseignement et de recherche à Sciences Po Grenoble. Il a récemment publié : (avec Fabien Escalona et Mathieu Vieira) « France : Regional Elections as "Third Order" Elections ? », dans Regis Dandoy, Arjan H. Shakel (eds), *Regional and National Elections in Western Europe. Territoriality of the Vote in Thirteen Countries*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013 ; (avec Florent Gougou) « Elections in France : Electoral Disorder in a Realignment Era », dans Alistair Cole, Sophie Meunier, Vincent Tiberj (eds), *Developments in French Politics 5*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 153-169. Il coécrit depuis 2010, avec Florent Gougou, des articles sur les élections françaises dans la revue *French Politics*. Il prépare, au sein du laboratoire PACTE de l'Université de Grenoble, une thèse de doctorat sur les évolutions électorales et les transformations du système de partis et de clivages en France au tournant de 2007 dans la perspective des réaligements (PACTE, Sciences Po Grenoble, BP 48, 38040 Grenoble cedex 9, <simon.labouret@iepg.fr>).

1. Hanspeter Kriesi *et al.*, *Political Conflict in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

Annexe 1. Les résultats des élections françaises

Les données

Cet article utilise les résultats de l'élection présidentielle (P), des élections législatives (L), des élections régionales (R), des élections cantonales (C) et des élections européennes (E) à différents niveaux d'agrégation. Il mobilise pour cela les fichiers informatisés produits par la Banque de données sociopolitiques (Bdsp) de Grenoble pour les élections antérieures à 1993, et les fichiers informatisés du ministère de l'Intérieur pour les scrutins postérieurs à 1993. Ces fichiers sont détaillés dans le tableau suivant.

Tableau 8. Données sur les élections

Scrutin	Origine	Description
P 1974	Bdsp	Premier tour et second tour, par département
P 1981	Bdsp	Premier tour et second tour, par département
E 1984	Bdsp	Tour unique, par département
L 1986	Bdsp	Tour unique, par département
R 1986	Bdsp	Tour unique, par département
P 1988	Bdsp	Premier tour et second tour, par département
L 1988	Bdsp	Premier tour, par département
E 1989	Bdsp	Tour unique, par département
R 1992	Bdsp	Tour unique, par département
L 1993	Ministère	Premier tour, par département
E 1994	Ministère	Tour unique, par département
P 1995	Ministère	Premier tour et second tour, par département
L 1997	Ministère	Premier tour, par département
R 1998	Ministère	Tour unique, par département
E 1999	Ministère	Tour unique, par département
P 2002	Ministère	Premier tour et second tour, par département
L 2002	Ministère	Premier tour, par département
R 2004	Ministère	Premier tour et second tour, par département
E 2004	Ministère	Tour unique, par département
P 2007	Ministère	Premier tour et second tour, par département
L 2007	Ministère	Premier tour, par département
C 2008	Ministère	Premier tour, par département
E 2009	Ministère	Tour unique, par circonscription et département
R 2010	Ministère	Premier tour, par département
C 2011	Ministère	Premier tour, par département
P 2012	Ministère	Premier tour et second tour, par département
L 2012	Ministère	Premier tour, par circonscription et département

Pour les résultats des élections européennes de 2009, des élections régionales de 2010 et des élections législatives de 2012, les étiquettes attribuées par le ministère de l'Intérieur ont été systématiquement vérifiées et adaptées pour mieux rendre compte de l'offre électorale¹. Ces fichiers sont disponibles sur demande.

1. Florent Gougou, Simon Labouret, « The 2010 French Regional Elections : Transitional Elections in a Realignment Era », *French Politics*, 8 (3), 2010, p. 321-341. Florent Gougou, Simon Labouret, « Revisiting Data on the 2012 French Legislative Elections : Political Supply, Party Competition and Territorial Divisions », *French Politics*, 11 (1), 2013, p. 73-97.

Le cadre de la France métropolitaine

Les analyses ont été réduites à la France métropolitaine. Bien que ce choix puisse être discutable pour certaines élections, présidentielles et législatives notamment, il s'impose pour pouvoir faire des comparaisons entre différents types d'élections, dans la mesure où les Français d'outre-mer et de l'étranger ne votent pas pour tous les scrutins. Par ailleurs, la déconnexion entre les systèmes partisans des territoires d'outre-mer et le système partisan de la métropole justifie de ne pas les prendre en compte dès lors qu'on s'intéresse au changement des rapports de force entre les partis qui structurent le système partisan national¹.

Tableau 9. Les résultats des élections nationales, régionales et européennes en France métropolitaine (2002-2012, en pourcentages)

	P 2002	L 2002	R 2004	E 2004	P 2007	L 2007	E 2009	R 2010	P 2012	L 2012
Votants	72,8/80,9	65,1	62,3/65,8	43,3	85,3/85,3	61,0	41,3	46,3/51,1	81,4/82,0	58,7
Exprimés	70,4/76,6	63,8	59,3/63,1	41,9	84,2/81,7	59,9	39,6	44,6/48,7	79,4/77,2	57,9
EXG	0,5	0,3	0,1	0,8	0,3	3,5	0,1	0,1		0,2
LO	5,8	1,2	4,6	2,6	1,3	EXG	1,2	1,1	0,6	0,5
LCR/NPA	4,3	1,3	LO	LO	4,2	EXG	5,0	2,1	1,2	0,4
PCF/FG	3,4	4,8	2,9/0,0	5,4	2,0	4,4	6,2	6,5/0,3	11,3	7,1
PS	15,8	24,1	33,8/49,9	29,1	25,4/46,7	25,0	16,4	29,5/50,5	28,1/51,3	29,2
Verts/EE	5,3	4,5	2,9	7,4	1,6	3,3	16,3	12,5/1,0	2,3	5,5
DVG	2,1	3,8	0,7/0,2	0,7	1,3	2,8	0,1	1,9/2,4		5,1
Divers	5,4	0,8	0,5	0,7		0,9	0,3	0,3	0,2	0,4
Écologistes divers	1,9	1,2	1,8	1,0		0,8	3,9	0,9		1,0
Régionalistes		0,3	0,1/0,1	0,1		0,2	0,3	0,7/0,2		
CPNT	4,3	1,7	1,7	1,8	1,2	0,8	MPF	UMP		
MoDem					18,8	7,7	8,4	4,3/0,9	9,2	1,7
UDF/NC/UDI	6,9	4,9	8,5	12,0		2,4	UMP	UMP		4,3
UMP	19,4/82,0	33,3	25,4/37,0	16,4	31,0/53,3	39,9	27,8	26,2/35,4	27,0/48,7	26,4
MPF		0,8		6,8	2,3	1,2	4,8	UMP		
RPF/DLR		0,4		1,7			1,8	0,8	1,8	0,7
DVD	5,2	4,1	0,6/0,0	3,2		2,2	0,2	0,5		3,3
FN	17,2/18,0	11,3	15,1/12,7	10,0	10,7	4,4	6,5	11,7/9,4	18,3	14,0
EXD	2,4	1,3	1,5	0,3		0,4	0,7	0,9		0,2
Gauche	37,3	40,0	44,9/50,2	45,9	36,1/46,7	39,0	45,2	53,7/54,1	43,4/51,3	48,1
Droite	51,1/100	56,1	51,0/49,7	50,5	44,0/53,3	50,5	41,9	40,1/44,8	47,2/48,7	48,9
Autres	11,6	3,9	3,9/0,1	3,6	19,9	10,5	12,9	6,3/1,1	9,4	3,1

NB. Les résultats sont en pourcentage des inscrits pour les votants et les exprimés, et en pourcentage des exprimés pour les résultats des forces politiques. Pour le premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Pierre Chevènement (MRC) et Jean Saint-Josse (CPNT) en 2002, François Bayrou (UDF) et Frédéric Nihou (CPNT) en 2007, et François Bayrou (MoDem) en 2012 sont comptés en *Autres* en raison de leur refus de l'opposition gauche/droite. Deux nombres par cellule indiquent les résultats des deux tours.

1. Pour une discussion détaillée sur ce point, voir F. Gougou, S. Labouret, « Revisiting Data on the 2012 French Legislative Elections... », *ibid.*

Annexe 2. Les enquêtes électorales françaises

Les données

Cet article mobilise les grandes enquêtes post-électorales universitaires françaises. À défaut d'une tradition semblable aux American National Election Studies (Anes) ou aux British Election Studies (Bes) dans la répétition des indicateurs et des variables, elles constituent une série assez longue, qui couvre notamment toutes les élections présidentielles depuis 1988.

Les principales caractéristiques des enquêtes utilisées sont résumées dans le tableau ci-après. À l'exception de l'enquête de 2012, qui met en œuvre un échantillonnage aléatoire, ces enquêtes ont été réalisées selon la méthode des quotas. Pour le Panel électoral français de 2002, seule la vague post-présidentielle (vague 2) a été retenue.

Tableau 10. Données sur les enquêtes

	N	Premiers investigateurs	Institut
P 1988	4 032	Cevipof	Sofres
P 1995	4 078	Cevipof	Sofres
P 2002	4 017	Cevipof - CIDSP - Cecop	Sofres
P 2007	4 006	Cevipof	Ifop
P 2012	2 014	N. Sauger (<i>The French Electoral Study 2012</i>)	Sofres

La construction des dimensions d'attitude

Le nombre réduit de questions communes à l'ensemble des enquêtes exclut d'emblée l'usage de mesures directement comparables dans le temps. Pour contourner cette difficulté, une stratégie de mesure alternative a été mise en œuvre. Elle repose sur l'idée de dimensions latentes : pour chaque enquête, on fait l'hypothèse que les électeurs peuvent être distingués selon leur adhésion au libéralisme économique et selon leur niveau d'ethno-autoritarisme, et que ces deux dimensions d'attitude peuvent être approchées grâce aux différentes questions d'opinion qui leur sont associées¹.

La technique statistique retenue ici pour la construction de ces dimensions latentes est l'analyse des correspondances multiples (ACM) spécifique. Cette technique est parfaitement adaptée à l'exploration des modalités de réponse aux questions d'opinion des enquêtes post-électorales : elle suppose des variables nominales et permet d'inclure des individus qui n'ont pas répondu à une question sans affecter la définition des axes (seules les modalités d'intérêt participent au calcul des distances entre individus et des nuages de points)². Par ailleurs, elle ne donne pas le même poids à chaque modalité de réponse dans la construction des axes, ce qui permet d'affiner la mesure de la dimension d'attitude.

La construction des deux dimensions d'attitude a été faite séparément : des analyses distinctes ont été menées dans chaque enquête pour l'adhésion au libéralisme économique et le niveau

1. Pour une démarche similaire et une discussion approfondie des présupposés méthodologiques, on peut consulter V. Tiberj, « La politique des deux axes... », art. cité.

2. Pour une utilisation exploratoire de l'ACM spécifique, mais aussi pour une présentation de ses principes statistiques, on peut lire J. Chiche, B. Le Roux, P. Perrineau, H. Rouanet, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990... », art. cité.

d'ethno-autoritarisme. Ce choix permet de ne pas faire d'hypothèse sur le lien entre les deux axes : par construction, ils peuvent être en partie corrélés. Dans chaque analyse, la dimension recherchée a été captée par le premier axe.

Chaque axe se présente *in fine* sous la forme d'une variable continue, où les individus sont définis par leur coordonnée factorielle sur l'axe considéré. En revanche, chaque axe n'a pas la même métrique : pour résoudre ce problème et éventuellement comparer l'impact des variables dans plusieurs enquêtes, les axes ont été standardisés en unités d'écart-type¹.

La construction des variables d'ethno-autoritarisme

Le tableau suivant récapitule les questions qui ont permis de construire les variables d'ethno-autoritarisme et précise le taux d'inertie modifié du premier axe de l'ACM spécifique (l'axe retenu). La contribution de chaque modalité de réponse est disponible sur demande.

Tableau 11. Questions pour construire les variables d'ethno-autoritarisme

	1988	1995	2002	2007	2012
Il y a trop d'immigrés en France	x	x	x	x	x
Le rôle de l'école : discipline ou esprit éveillé	x	x	x	x	
Il faudrait rétablir la peine de mort	x	x	x	x	
On ne sent plus chez soi comme avant	x	x		x	x
La connotation du mot islam		x		x	x
Des mosquées pour les musulmans vivant en France	x	x			
Les juifs ont trop de pouvoir en France	x		x		
Dans la société, il faut une hiérarchie et des chefs	x				x
Je suis fier d'être français	x				
La connotation du mot autorité		x			
L'importance de l'ordre public			x		
Pour l'emploi, on devrait donner la priorité à un Français				x	
La connotation du mot identité nationale				x	
Les immigrés et la sécurité sociale				x	
Le droit de vote des étrangers aux élections municipales					x
L'immigration menace nos emplois					x
La construction européenne et la perte de l'identité nationale					x
Taux d'inertie modifié du premier axe (%)	68,2	72,3	66,3	72,9	71,4

1. Cette opération ne garantit pas la comparabilité substantielle des axes, dans la mesure où ils ne sont pas construits à partir des mêmes questions. Cette comparabilité est posée par hypothèse.

La construction des variables d'adhésion au libéralisme économique

Le tableau suivant récapitule les questions qui ont permis de construire les variables d'adhésion au libéralisme économique et précise le taux d'inertie modifié du premier axe de l'ACM spécifique. La contribution des modalités de réponse est disponible sur demande.

Tableau 12. Questions pour construire les variables d'adhésion au libéralisme économique

	1988	1995	2002	2007	2012
La connotation du mot profit	x	x		x	x
La connotation du mot privatisations	x	x		x	x
Le rôle de l'État à l'égard des entreprises	x		x	x	
La priorité entre la situation des salariés et la compétitivité		x		x	x
Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires			x	x	
La connotation du mot bourse	x				
La connotation du mot entreprise	x				
La connotation du mot nationalisations	x				
La connotation du mot socialisme	x				
L'État devrait garantir à chaque foyer un revenu minimum	x				
Il faudrait rétablir l'impôt sur les grandes fortunes	x				
Le sentiment sur un homme qui fait fortune rapidement	x				
Si tous les gens gagnent la même chose, cela n'encourage pas	x				
La connotation du mot compétition		x			
Il faudrait interdire aux entreprises de licencier			x		
L'importance de réduire l'écart entre riches et pauvres			x		
Il faudrait augmenter les impôts de ceux qui gagnent 4000 €				x	
La mondialisation est un danger ou une chance				x	
Le RMI donne le coup de pouce nécessaire				x	
Les patrons devraient avoir le droit de licencier plus facilement				x	
Il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres				x	
Le gouvernement devrait réduire les écarts de revenus					x
Il est acceptable d'enfreindre la loi pour combattre les injustices					x
Taux d'inertie modifié du premier axe (%)	57,0	56,6	54,8	66,2	58,8